## **État membre: ROUMANIE**

**Date de la manifestation: le 29 mai 2017, à Bucarest**

**Délégation du CESE**: Ana Bontea (gr. I), Minel Ivașcu (gr. II) et Cristian Pîrvulescu (gr. III)

**FR**

1. **«Livre blanc sur l’avenir de l’Europe – Réflexions et scénarios pour l’UE-27 à l’horizon 2025»**

Le 1er mars 2017, la Commission européenne a présenté un ***Livre blanc sur l’avenir de l’Europe - Réflexions et scénarios pour l’UE-27 à l’horizon 2025***, ouvrant la voie à de larges débats au sein des Parlements nationaux, du Parlement européen, des collectivités locales et régionales, ainsi que dans le cadre de la **société civile** en général, concernant la situation actuelle de l’Union et la voie à suivre dans les années à venir. Le livre blanc examine comment l’Europe évoluera durant les dix prochaines années, abordant des sujets qui vont des effets des nouvelles technologies sur la société et l’emploi jusqu’aux interrogations suscitées par la mondialisation, en passant par les inquiétudes en matière de sécurité et la montée du populisme, et il propose ainsi cinq scénarios:

* **Scénario 1:S’inscrire dans la continuité** – L’UE à 27 s’emploie à mettre en œuvre son programme actuel de réformes positif, dans l’esprit de la communication de la Commission européenne de 2014 intitulée [«Un nouvel élan pour l’Europe»](https://ec.europa.eu/commission/publications/president-junckers-political-guidelines_fr) et de la [déclaration de Bratislava](http://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2016/09/16-bratislava-declaration-and-roadmap/) adoptée en 2016 par l’ensemble des 27 États membres.
* **Scénario 2: Rien d’autre que le marché unique** – L’UE à 27 est progressivement recentrée sur le marché unique car le nombre de domaines d’intervention sur lesquels les 27 États membres ne sont pas en mesure de trouver un terrain d’entente devient de plus en plus important.
* **Scénario 3: Ceux qui veulent plus font plus** – L’UE à 27 déploie son activité comme aujourd’hui mais permet aux États membres qui le souhaitent de faire davantage ensemble dans des domaines spécifiques comme la défense, la sécurité intérieure ou les affaires sociales. Il se forme ainsi une ou plusieurs «coalitions de pays volontaires».
* **Scénario 4: Faire moins de manière plus efficace** – L’UE à 27 met l’accent sur l’obtention de résultats plus nombreux et plus rapides dans des domaines d’action sélectionnés, et en fait moins dans ceux où son action est perçue comme n’ayant pas une valeur ajoutée. Elle concentre son attention et ses ressources limitées sur un nombre réduit de secteurs d’intervention.
* **Scénario 5: Faire beaucoup plus ensemble** – Les États membres décident de mettre en commun davantage de pouvoirs, de ressources et de processus décisionnels dans tous les secteurs. Les décisions sont adoptées dans des délais plus courts au niveau européen et sont rapidement mises à exécution.
1. **Débat avec la société civile organisée de Roumanie, à l’initiative du CESE**

Le **29 mai 2017**, à l’initiative du Comité économique et social européen (CESE), un **débat national sur l’avenir de l’Europe** s’est tenu **avec la société civile de Roumanie** au siège du Conseil économique et social.

Ont participé à cette rencontre le président du CES de Roumanie, M. Iacob Baciu, le chef adjoint de la représentation de la Commission européenne en Roumanie, M. Cristian Buchiu, les membres du CESE, les représentants des confédérations patronales et des syndicats ayant une représentativité au niveau national, les délégués de la société civile, les membres de la commission pour les droits et libertés des organisations de la société civile, dans le cadre du Conseil économique et social (annexe 1)

Dans ce contexte du débat national sur l’avenir de l’Europe mené avec la société civile de Roumanie, les participants ont formulé divers points de vue concernant les domaines suivants:

* **Les scénarios exposés dans le libre blanc et les autres possibles** (Lequel des cinq scénarios présentés correspond selon vous le mieux aux défis internes et externes auxquels l’UE est confrontée, et pourquoi? Pourquoi? Un autre scénario, non envisagé dans le livre blanc, serait-il possible et préférable? Le cas échéant, pourquoi? Comment pensez-vous que la confiance puisse être renforcée en Europe?
* **Grands domaines d’action, visibilité, communication**(Les domaines d’action évoqués sont-ils exhaustifs et suffisamment illustratifs? Comment les classeriez-vous par ordre d’importance? Y a-t-il un domaine d’action majeur qui n’est pas mentionné ou qui n’est pas suffisamment traité? Si c’est le cas, duquel s’agit-il, et lequel des cinq scénarios correspondrait-il le mieux à son développement? Est-il nécessaire d’assurer plus de visibilité et de mieux communiquer sur l’Europe, et comment?)
* **«La voie à suivre», le rôle de la société civile et les attentes** (S’agissant de la «voie à suivre», comment les «Débats sur l’avenir de l’Europe» dans les parlements nationaux, les villes et les régions partout en Europe devraient-ils être structurés? Quel rôle la société civile devrait-elle jouer sur cette «voie à suivre», et comment? Comment les citoyens peuvent-ils être davantage impliqués dans le façonnage de l’avenir de l’Europe? Quelles sont vos attentes particulières concernant l’issue de la consultation?)
1. **Conclusions et recommandations**

**Table ronde I: Les scénarios exposés dans le libre blanc et les autres possibles** (Lequel des cinq scénarios présentés correspond selon vous le mieux aux défis internes et externes auxquels l’UE est confrontée, et pourquoi? Un autre scénario, non envisagé dans le livre blanc, serait-il possible et préférable? Le cas échéant, pourquoi? Comment pensez-vous que la confiance puisse être renforcée en Europe?

Le «scénario» à retenir concernant l’avenir de l’Europe **doit en assurer l’unité** et non semer la division entre les États membres et **ne peut se cantonner aux seuls défis actuels**, intérieurs ou extérieurs, **mais se doit de viser la pleine réalisation des buts et objectifs** prévus par le traité sur l’Union européenne, à savoir **promouvoir la paix, ses valeurs et le bien-être, respecter** les principes de la liberté, de la démocratie, des droits de l’homme et des libertés fondamentales, ainsi que l’État de droit, **la cohésion économique, sociale et territoriale**, ainsi que **le renforcement de la solidarité**, dans le respect de l’histoire, de la culture et des traditions des États membres, **la consolidation des économies nationales**, la réalisation de leur convergence, **l’établissement d’une union économique et monétaire pour tous les États membres**, avec une monnaie unique et stable, **la promotion d’un progrès économique et social** tenant compte du principe du développement durable dans le cadre de la mise en place du marché intérieur, d’une cohésion renforcée et de la protection de l’environnement, **l’accentuation du caractère démocratique et du bon fonctionnement des institutions, la facilitation de la libre circulation des personnes**, tout en assurant la sûreté et la sécurité, par la mise en place d’un **espace de liberté, de sécurité et de justice et la citoyenneté commune** pour les ressortissants des États membres, et **une politique étrangère et de sécurité commune**, dont l’élaboration progressive d’une politique de défense commune, susceptible de déboucher sur une défense commune.

**La méthode*Faire beaucoup plus ensemble*** (mise en commun par les États membres et l’Union européenne de davantage de pouvoirs, de ressources et de processus décisionnels dans tous les secteurs, coopération approfondie, décisions adoptées dans des délais plus courts et rapidement mises à exécution) **peut aider à accélérer la réalisation des objectifs** prévus dans le traité sur l’Union européenne, **débouchant sur d’importants résultats** concernant **le renforcement du marché unique** *«par la convergence des normes et un contrôle plus strict»,* **son «achèvement» *« dans les domaines de l’énergie, du numérique et des services»***, **la réalisation de l’union économique, financière et fiscale**, par *«une* ***coordination*** *poussée beaucoup plus loin* ***en matière budgétaire, sociale et fiscale****, de même que la surveillance des services financiers»*, *«****un soutien financier complémentaire mis à disposition par l’UE*** *pour stimuler le développement économique et réagir aux chocs aux niveaux régional, sectoriel et national», «****des partenariats plus étroits et des investissements accrus*** *dans le voisinage de l’Europe et au-delà»* qui *«facilitent la création de débouchés économiques, la gestion de la migration régulière et la lutte contre les filières clandestines», «****des investissements conjoints*** *en faveur de l’innovation et de la recherche», «****des marchés des capitaux pleinement intégrés****»* qui *«contribuent à mobiliser des fonds en faveur des PME et des grands projets d’infrastructure partout dans l’UE», «****une Union de la défense****», «en pleine complémentarité avec l’OTAN»*. **Il convient de tenir compte des objectifs de l’Union européenne dans leur ensemble, par rapport à tous les États membres.**

Pour 2025, il conviendrait d’assurer un renforcement de la cohésion et une réduction significative des disparités économiques, sociales et territoriales entre régions et entre États membres, ainsi que de **finaliser l’union monétaire**, grâce à une devise unique et stable commune à tous les pays de l’UE.

Pour restaurer la confiance dans l’Union européenne, la reprise de plusieurs compétences des autorités nationales suppose d’**enregistrer des résultats nettement améliorés** dans la réalisation des objectifs fixés par le *traité sur l’Union européenne*, avec des répercussions au niveau des communes, des régions, des États, de l’Europe et des individus (citoyens). **La confiance au niveau de l’Union sera confortée par un dialogue permanent et de qualité avec la société civile organisée.**

**Table ronde III - Grands domaines d’action, visibilité, communication**(Les domaines d’action évoqués sont-ils exhaustifs et suffisamment illustratifs? Comment les classeriez-vous par ordre d’importance? Y a-t-il un domaine d’action majeur qui n’est pas mentionné ou qui n’est pas suffisamment traité? Si c’est le cas, duquel s’agit-il et lequel des cinq scénarios correspondrait-il le mieux à son développement?

Il conviendrait que les champs de l’action politique ne se limitent pas aux problématiques d’aujourd’hui, internes ou externes, mais qu’ils **couvrent tous les domaines prévus par les articles 2 à 6 du *traité sur le fonctionnement de l’Union européenne*** (version consolidée), **ainsi que les défis de moyen et long terme**. **Certains des secteurs visés dans les articles 2 à 6 du *traité*, des plus importants, manquent à l’appel**, alors qu’ils ne devraient pas être ignorés.

Il convient de **promouvoir et d’encourager** **une culture démocratique européenne commune**: l’héritage culturel, religieux et humaniste de l’Europe, terreau sur lequel se sont développées les valeurs universelles qui constituent les droits inviolables et inaliénables de la personne, tels que la liberté, la démocratie, l’égalité et l’État de droit, le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité, revêtant la plus haute importance pour les citoyens et les États membres, tout comme la reconnaissance de la portée historique qui s’attache à la fin de la division du continent européen et la nécessité de jeter des bases solides pour l’architecture de l’Europe de demain.

Les débats ont fait ressortir **l’importance particulière que les hommes politiques attachent au marché unique** et aux échanges, s’agissant de l’exercice de la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux, de l’union économique et monétaire, de la sécurité, de la coopération pour la gestion des frontières, de la politique extérieure et de défense, du budget de l’UE et de sa capacité à parvenir à des résultats.

**Table ronde III - «La voie à suivre», rôle de la société civile, attentes** (S’agissant de «la voie à suivre», comment les «Débats sur l’avenir de l’Europe» dans les parlements nationaux, les villes et les régions partout en Europe devraient-ils être structurés? Est-il nécessaire d’assurer plus de visibilité et de mieux communiquer sur l’Europe, et comment? Quel rôle la société civile devrait-elle jouer sur cette «voie à suivre», et comment? Comment les citoyens peuvent-ils être davantage impliqués dans le façonnage de l’avenir de l’Europe? Quelles sont vos attentes particulières concernant l’issue de la consultation?)

En ce qui concerne la «voie à suivre», les débats sur l’avenir de l’Europe devraient cibler **tous les niveaux** (local, régional, national et européen), notamment dans le cadre des campagnes pour les élections des députés au Parlement européen.

**Une visibilité accrue et une communication améliorée** sur l’Union européenne sont nécessaires, à l’échelon des citoyens, de la société civile organisée, au plan local, régional et national.

Les institutions de l’Union européenne doivent assurer **en permanence un dialogue social et citoyen, placé sous le signe de la qualité et de la transparence,** avec les partenaires sociaux et la société civile. Il a été proposé de créer une **plate-forme interactive** **en ligne, au niveau du CESE**, afin de communiquer les documents concernés à toutes les personnes intéressées, ainsi que **d’autres plates-formes ou instruments plus actifs ou accessibles** à des fins de consultation, notamment **des groupes de dialogue citoyen ou de discussion**, qui seraient axés sur des thèmes spécifiques et gérés par les institutions de l’UE et les députés européens, afin de renforcer la transparence et le dialogue avec la société civile.

Il est nécessaire d’encourager **une participation accrue** des partenaires sociaux et de la société civile dans les procédures de consultation au niveau européen; sur ce point, il est suggéré de **créer une commission ad hoc au niveau du Conseil économique et social de Roumanie**, ainsi que d’organiser des débats à l’échelon local, régional et national, pour assurer un cadre interactif de consultation.

Durant les débats, les participants ont été **unanimes à reconnaître la nécessité de poursuivre le dialogue sur l’avenir de l’Europe et d’approfondir l’analyse des impacts, des aspects positifs et des risques pour chacun des scénarios en particulier**, en exploitant de manière adéquate les propositions formulées par les partenaires sociaux et les organisations de la société civile.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Annexe

**Liste des participants**

**«Livre blanc sur l’avenir de l’Europe – Réflexions et scénarios pour l’UE-27 à l’horizon 2025»**

**29 mai 2017**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Nr.** | **Nom** | **Prénom** | **Organisation** |
| 1 | **BONTEA** | Ana | Membru al CESE, Grupul "Angajatori" |
| 2 | **DRAGOMIRESCU** | Corina | Vicepreşedinte, Academia de Advocacy |
| 3 | **MIRICĂ** | Paul | General manager, Metarom Group / Confederația Patronală din Industria Română (CONPIROM) |
| 4 | **NICOSEVICI** | Radu | Preşedinte, Academia de Advocacy |
| 5 | **NICULAE** | Elena | Consilier juridic, Consiliul Național al Întreprinderilor Private Mici și Mijlocii din România (CNIPMMR) |
| 6 | **POPESCU** | Andrei | Administrator, Comitetul Economic şi Social European (CESE) |
| 7 | **SȊRBU** | Iulia | Specialist comunicare și PR, Consiliul Național al Întreprinderilor Private Mici și Mijlocii din România (CNIPMMR) |
| 8 | **VARFALVI** | Ştefan | Prim-vicepreşedinte, Uniunea Generală a Industriașilor din România (UGIR) |
| 9 | **VIERU** | Dumitru | Consilier juridic, Consiliul Național al Întreprinderilor Private Mici și Mijlocii din România (CNIPMMR) |
| 10  | **MANOLIU**  | Mihai | CNPR- CESE |
| 11 | **VOICU** | Mihail | CNSLR- Fratia |
| 12 | **PETRARIU** | Ioan-Radu | CES |
| 13 | **BAN** | Simona | ASE Bucuresti |
| 14 | **BUCHIU** | Cristian | Reprezentanta Comisiei Europene |
| 15 | **ONU** | Ana Maria | Institutul National pentru IMM |
| 16 | **NICA**  | Sorana | INIMM |
| 17 | **ENACHE**  | Florentina | CNSLR fratia  |
| 18 | **PADURE**  | Stefanita | CMPR |
| 19 | **MINEA**  | Radu  | CSDR – CES |
| 20 | **GRECU** | Gheorghe | CSDR – CES |
| 21 | **BENEA**  | Ion | PNR |
| 22 | **BACIU** | Iacob | CSDR- CES |
| 23 | **STEFANESCU**  | Ion | CSDR – CES |
| 24 | **PETRARIU** | Ioan | USR |
| 25 | **MURESANU** | Mircea | CSN Meridian |
| 26 | **CHIRILA**  | Florin | Times Romania |
| 27 | **MARIN** | Florian | BNS |
| 28 | **RUSU** | Sabin | CSDR |
| 29 | **PAUL** | Mirica | CONPIROM |
| 30 | **COSTI** | Andrei | Reporter |
| 31 | **LUCAN**  | Eugen | Angel Association |
| 32 | **MACOVEI**  | Ion | Asociația Pro Carpatina |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |